

Le Premier ministre a vraiment rendu l'esprit du 4 septembre lorsqu'il a dit "les gouvernements ne peuvent pas nécessairement faire davantage: ils doivent faire mieux, et faire mieux signifie parfois faire moins".

Cette réflexion du Premier ministre est très significative de l'esprit du 4 septembre et de l'évolution profonde qu'a connue la société canadienne: au début des années 60, nous avons mis, comme collectivité, de prodigieux espoirs dans l'État et le Gouvernement comme moyens d'atteindre nos objectifs collectifs. Cette évolution était nécessaire. toute société digne de ce nom doit utiliser l'instrument du gouvernement pour s'épanouir.

Cependant, depuis la fin des années soixante-dix, les Canadiens et les Canadiennes ont constaté que leur gouvernement était allé trop loin dans ce sens, et qu'il avait indûment multiplié les services gouvernementaux, les sociétés de la couronne, les organismes de réglementation. Ils ont constaté que leur gouvernement était devenu condescendant à l'égard des collectivités, des milieux académiques, des milieux de la recherche, des milieux d'affaires, des intervenants sociaux. Ils ont constaté enfin que la situation de nos finances publiques risquaient d'être un très lourd handicap pour la génération qui nous suit.

Le mandat que nous avons reçu du peuple canadien est de corriger cette trajectoire, et nous sommes déterminés à la faire.

2 - Relations entre le Canada et l'Afrique

Ceci m'amène à la question des relations du Canada avec les pays africains.

Je sais à quel point un gouvernement, ayant les intentions que je viens de vous indiquer, crée beaucoup d'incertitudes chez ses interlocuteurs internationaux, notamment dans les pays du sud, et dans les milieux d'affaires qui travaillent sur la scène internationale.

A ces incertitudes, je répondrai seulement par un chiffre. Au début du mois de mars, je présidais la délégation canadienne à la Conférence des Nations-Unies sur la situation d'urgence en Afrique. Au nom de tous les Canadiens et Canadiennes, j'ai annoncé que leur gouvernement consacrerait à l'Afrique lors de l'année fiscale en cours, plus de 850 millions de dollars, ce chiffre tenant compte de toutes les voies d'acheminement.